

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT L'ASSOCIATION « TURBULENCE » SISE 07 RUE MALLIAN, 97100 BASSE-TERRE, REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MONZA KÉMUEL, LE PRÉSIDENT, À ORGANISER DANS LE CADRE DES FESTIVITÉS CARNAVALESQUES 2024, UN « DÉFILÉ EN PYJAMA », AVEC UN DÉPART À LA RUE MALLIAN ET UNE ARRIVÉE SUR LE BOULEVARD DU GOUVERNEUR FÉLIX ÉBOUÉ, LE DIMANCHE 11 FÉVRIER 2024, DE 05 HEURES 00 À 12 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

VU le code pénal ;

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDÉRANT la demande formulée en date du 13 Décembre 2023, par laquelle l'association « **TURBULENCE** » sise 07 rue Mallian, 97100 BASSE-TERRE, représentée par Monsieur MONZA Kémuel, le Président, **sollicite un arrêté municipal, en vue d'organiser dans le cadre des festivités carnavalesques 2024, un « DÉFILÉ EN PYJAMA », avec un départ à la rue Mallian et une arrivée sur le boulevard Félix ÉBOUÉ, le Dimanche 11 Février 2024, de 05 heures 00 à 12 heures 00.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : autorise l'association « **TURBULENCE** » à organiser dans le cadre des festivités carnavalesques 2024, un « **DÉFILÉ EN PYJAMA** », avec un départ à la rue Mallian et une arrivée sur le boulevard Félix ÉBOUÉ, le Dimanche 11 Février 2024, de 05 heures 00 à 12 heures 00 , comme suit :

Selon l'itinéraire suivant :

DÉPART 05 H 00 : RUE MALLIAN - Rue des CORSAIRES – Rue du Cours NOLIVOS – Rue RÉPUBLIQUE - Boulevard du Gouverneur Félix ÉBOUÉ – Rue Amédée FENGAROL – Rue Charles HOUEL – Rue Rémy NAINSOUTA – Rue LARDENOY –

Boulevard du Gouverneur Félix ÉBOUÉ – Champ d'ARBAUD – Rue ALI TUR -Rue Maurice MARTINO – Rue du Docteur CABRE – Rue du Docteur PITAT – Rue DUMANOIR – RUE DU Cours NOLIVOS – Rue RÉPUBLIQUE – Boulevard du Gouverneur Félix EBOUE

ARRIVÉE 12 H 00 : Boulevard du Gouverneur Félix ÉBOUÉ

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES :

- **L'association « TURBULENCE » mettra en place durant tout le déroulement de la manifestation :**
 - **Une équipe de sécurité de 15 personnes, dont 03 devant, 04 sur le côté gauche, 04 sur le côté droit 04 à l'arrière et un véhicule**
- **La circulation sera interrompue par les agents de sécurité de l'association « TURBULENCE » lors du passage des participants**
- **Au cours du passage du groupe « TURBULENCE » sur un circuit sécurisé, toutes les barrières retirées par ce groupe, devront systématiquement être remises en place après leur passage**

ARTICLE 2 : L'association « TURBULENCE » devra assurer un encadrement suffisant pour la protection des personnes, notamment au niveau des carrefours empruntés, pendant le déroulement de toutes les manifestations.

ARTICLE 3 : Les véhicules en infraction, avec les dispositions de l'article 1er seront poursuivis et sanctionnés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : L'association « TURBULENCE » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique.

ARTICLE 5 : L'association « TURBULENCE » devra prendre toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialises, zones interdites et zones autorisées au public, etc....).

ARTICLE 6 : La vente et l'utilisation de boissons alcoolisées seront strictement interdites sur le lieu et ses abords et ceci durant toute la manifestation.

ARTICLE 7 : La vente de toutes boissons en bouteilles de verre est strictement interdite.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de sa notification, de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.


ARTICLE 10 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, affiché et/ou publié, conformément à la réglementation en vigueur.

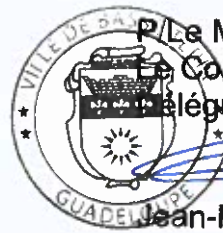
ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur des Infrastructures du développement durable du territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Chef de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE ; et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concernent, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Ampliation à Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe et à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

BASSE-TERRE, le 02 FEV. 2024

Certifie exécutoire compte tenu
de sa notification, le 02 FEV. 2024
de sa publication et/ou son affichage, le 02 FEV. 2024
Fait à Basse-Terre, le 02 FEV. 2024

 P/Le Maire André ATALLAH
Conseiller Municipal
délégué à la sécurité publique,
Jean-François ISSA

 P/Le Maire André ATALLAH
Conseiller Municipal
délégué à la sécurité publique,
Jean-François ISSA